

Baby blues : l'urgence démographique – Le capitalisme à l'épreuve de la démographie et des migrations

Participent à la table ronde :

Thomas DERICHEBOURG, président de Derichebourg Environnement ;

Corinne MAIER, économiste, auteur de *No Kid, 40 raisons de ne pas avoir d'enfants* ;

Gilles PISON, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, chercheur associé à l'INED, rédacteur en chef de *Population et Sociétés* ;

Catherine WITHOL de WENDEN, directrice de recherche au CNRS (CERI Sciences Po), spécialiste des migrations internationales et militante du droit à l'immigration.

La table ronde est animée par Nicolas ROSSIGNOL, journaliste-animateur-consultant, président bénévole de Tout le monde chante contre le cancer.

L'augmentation de la population mondiale menace-t-elle la planète et y a-t-il là une question neuve ?, demande Nicolas ROSSIGNOL.

Soulignant l'ampleur des craintes qui se manifestent autour de la démographie mondiale (crainte d'une surpopulation mondiale, mouvements migratoires, etc.), Gilles PISON rappelle que la Terre comptait un milliard d'humains en 1800. Elle en compte aujourd'hui 7,7 milliards, et les projections tablent sur une population mondiale de 10 milliards de personnes en 2050, ce qui traduirait un ralentissement sensible de la croissance de la population par rapport à son évolution au cours des deux cents dernières années. Force est aussi de constater que l'on vit aussi beaucoup mieux aujourd'hui qu'il y a deux siècles, puisque l'espérance de vie moyenne, à la naissance, est actuellement de 73 ans, même si les disparités sont fortes suivant les pays.

Catherine WITHOL de WENDEN, spécialiste des migrations internationales et militante des droits à l'immigration, considère que l'augmentation de la population mondiale peut présenter des dangers s'il existe de grandes inégalités d'une région du monde à une autre, étant entendu qu'une des principales inégalités actuelles réside dans le droit à la mobilité dont jouissent les individus, certains ayant un horizon limité au point de se sentir parfois prisonniers chez eux, tandis que les Japonais, par exemple, peuvent se rendre librement dans 189 pays avec leur passeport.

La Terre ne manque pas de place, observe Gilles PISON. Le problème ne se pose pas en ces termes. Les deux à trois milliards d'êtres humains supplémentaires que la Terre devrait compter en 2050 seront apparus pour une part importante en Afrique, dont la population devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'individus sur 10 milliards. Sa population continuerait de croître, selon les projections actuelles, pour atteindre 4 milliards à la fin du siècle, sur une population totale de 11 milliards de personnes. Le Nigeria compte déjà 200 millions de personnes et les projections tablent sur une population de 800 millions à la fin du siècle. Les questions qui se font jour, à cet égard, portent sur les ressources permettant de nourrir de tels niveaux de population.

Signalant que 8 500 salariés travaillent au Maroc pour le groupe Derichebourg, Thomas DERICHEBOURG souligne les problèmes qui peuvent se faire jour sur le plan de l'alimentation en eau, en électricité ou encore pour l'accès à l'éducation et à la santé, dans les grandes villes du

continent africain dont la population croît très rapidement. La gestion des déchets et l'évacuation des eaux usées posent aussi des problèmes majeurs, qui impliquent une intervention des États.

Le changement climatique n'aura pas une influence aussi dramatique que celle qu'on évoque parfois sur le plan des migrations, assure Catherine WITHOL de WENDEN, car la plupart des migrants effectuent des déplacements à l'échelle régionale, et même le plus souvent à l'intérieur de leur propre pays, ce qui va à l'encontre d'une idée reçue. Elle souligne aussi que tous les Africains ne rêvent pas de venir en Europe. D'ailleurs, la moitié des migrants africains migrent en Afrique – où les deux principaux pôles d'attraction sont l'Afrique du Sud et le Maghreb.

Corinne MAIER, qui se définit comme écrivain plutôt que comme économiste, dit envisager ces questions sous un angle satirique. Elle adresse à la société un certain nombre de questions qui lui semblent importantes avec un ton décalé qui était présent dès ses premiers ouvrages. Elle s'empare, dans son dernier ouvrage (*No Kid, 40 raisons de ne pas avoir d'enfants*), de la question de la natalité pour aller à rebours du dogme de « l'enfantophilie » selon lequel un enfant rend ses parents nécessairement heureux et épanouis. Cette idée a sans doute germé au cours des années 90, estime-t-elle, à la faveur du reflux des grandes idéologies qui a suscité un repli sur la sphère domestique. Il semble qu'en réalité, l'enfant rende malheureux, constate-t-elle à la lumière notamment d'études américaines – les études françaises étant rares sur le sujet. Selon un calcul personnel, Corinne MAIER indique avoir consacré 20 000 heures à son fils au cours des vingt premières années d'existence de celui-ci. Ce chiffre ne doit pas être tu, souligne-t-elle, car l'enfant pose problème du point de vue de l'épanouissement des femmes et de leur légitime quête de sens. Il pose également problème au regard de l'empreinte environnementale extrêmement élevée des enfants nés en Occident.

Nicolas ROSSIGNOL se demandant si le problème ne pourrait être résolu, à l'échelle mondiale, par un simple jeu de vases communicants, la natalité occidentale étant réputée insuffisante, tandis que celle de l'Afrique, notamment, serait trop élevée, Gilles PISON rappelle d'abord que le nombre de naissances diminue au fil du temps dans toutes les aires géographiques, même si ce mouvement est plus ou moins avancé suivant les continents et les régions. En Occident, le contrôle de la natalité s'est substitué, il y a environ deux siècles, à la conviction selon laquelle la naissance était le fait de la Providence. Avoir des enfants est alors devenu une décision personnelle. Le taux de natalité s'établit aujourd'hui à 1,9 enfant par femme, en moyenne, en France et 1,6 en Europe. Ce nombre est de 2,5 à l'échelle mondiale. Il était de 5 il y a cinquante ans.

L'Allemagne a accueilli 800 000 demandeurs d'asile syriens en 2015 (sur un million de demandeurs), note Catherine WITHOL de WENDEN, et d'aucuns ont alors estimé que cet afflux serait utile afin de combler le manque de main-d'œuvre que connaît l'Allemagne dans un certain nombre de secteurs du fait de sa faible natalité.

Interrogé par Nicolas Rossignol quant à l'anticipation, par le groupe Derichebourg, de l'impact sur les mouvements migratoires futurs des services qu'il rend à la population, Thomas DERICHEBOURG souligne d'abord la faiblesse des débouchés offerts à la jeunesse des pays maghrébins, ce qui se traduit par un afflux considérable de CV, en permanence, pour des groupes tels que Derichebourg. La population est très jeune, n'a pas de travail et est en souffrance, au point d'accepter une surqualification importante. La contraception est également insuffisante, ce qui appelle, là aussi, une action plus volontariste de l'État. Celui-ci doit informer sa population, communiquer et prendre à bras-le-corps ces problèmes. Thomas DERICHEBOURG souhaite que les gouvernements africains s'investissent pleinement face à ces enjeux, de même qu'ils doivent lutter contre la corruption. Il signale aussi qu'un problème de recensement se fait jour fréquemment, les besoins s'avérant nettement supérieurs, au cours de l'exécution du contrat, à leur estimation au cours de la phase d'appel d'offres. Le groupe Derichebourg est ainsi en train de mobiliser des moyens très nettement supérieurs, pour la collecte des déchets de la ville de Casablanca, à ce qui était initialement prévu dans la réponse à l'appel d'offres.

Gilles PISON observe que, suite au dernier recensement réalisé en France, l'Insee a révisé ses données à hauteur de 500 000 habitants, ce qui montre que nous ne sommes pas à l'abri de ces approximations, qui sont inévitables. La population du Maroc est connue avec le même niveau d'incertitude qu'en France, assure-t-il.

Catherine WITHOL de WENDEN souligne que l'incertitude des données démographiques croît en proportion des mouvements migratoires que connaissent certains pays du Sud, étant entendu que les individus sans papier ou réfugiés sont mal recensés ou non recensés.

Au chapitre des solutions des déséquilibres démographiques Nord-Sud, Gilles PISON considère que les pays du Nord, en particulier en Europe, ont tout intérêt à favoriser le développement économique et social des pays du Sud, en particulier les pays africains, qui sont leurs voisins, de l'autre côté de la Méditerranée. L'instruction constitue aussi un facteur clé de diminution de la natalité dans les pays du Sud.

Corinne MAIER s'étonne de recevoir des demandes d'interview, chaque semaine, des quatre coins du monde, à propos d'un ouvrage (No kid) qu'elle a écrit il y a douze ans. Elle y voit le symptôme d'un monde en train de changer vers le « moins » (moins de déchets, moins de consommation inutile, moins de déplacements lointains en avion, etc.). La diminution de la natalité doit s'inscrire, selon elle, dans ce mouvement, qui doit aussi signifier plus de liberté, plus de loisirs et plus de temps passé avec les autres.

Au cours du débat avec la salle, Stéphane BUFFETAUT, auteur de deux rapports sur la démographie européenne, à la demande de la présidence de l'Union, demande si la baisse tendancielle de la natalité, qu'on appelle la « transition démographique », constitue réellement un phénomène mondial ou s'il est « réservé » aux pays développés.

Gilles PISON constate que la transition démographique a conduit tous les continents, sauf l'Afrique (où le taux de natalité est actuellement de 4 enfants par femme en moyenne), à se situer aujourd'hui au niveau du taux de remplacement (c'est-à-dire 2,1 enfants par femme en moyenne, ce qui est le taux de natalité actuel de l'Asie) ou à un niveau inférieur (cas des Etats-Unis et de l'Europe).